

[illegible]

# le règlement

## Agir ensemble pour l'eau



Version Mars 2008

# Projet

## NOTE AVANT LECTURE

Ce document est le premier projet pour le contenu du futur règlement du SAGE de la Canche comme demandé par la nouvelle loi sur l'eau du 31 décembre 2006 et le décret d'application relatif aux SAGE du 10 août 2007.

Ces propositions s'appuient sur les objectifs du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource et des milieux aquatiques validés par la CLE le 22 novembre dernier. Elles visent à proposer des outils supplémentaires pour atteindre ces objectifs.

Les membres de la Commission Locale de l'Eau ont demandé, lors de la séance plénière du 22 novembre 2007, à la Commission Permanente de proposer un projet de règlement. Pour cet exercice et afin de prendre en compte le plus largement possible la diversité des usages et des milieux du bassin versant, les séances ont été ouvertes aux membres de la CLE qui le souhaitent.

Ce projet est donc l'aboutissement des discussions qui ont eu lieu les 18 décembre 2007, 18 janvier et 12 février 2008.

Comme cela est possible par l'article R 212-47 (contenu du règlement à consulter dans le préambule), alinéa 2 relatif aux règles particulières pouvant être instaurées pour restaurer et préserver la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, ces propositions permettraient d'encadrer davantage les nouveaux projets pour les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis au régime déclaratif ou d'autorisation en référence à l'article L 214-1 du Code de l'Environnement.

**Ce projet sera soumis à expertise juridique en avril 2008. Il sera proposé ensuite pour adoption définitive à la CLE.**

# **SOMMAIRE**

## **Titre 1 : Protéger la ressource en eau potable dans le cadre des périmètres de protection des captages**

Page 7

## **Titre 2 : Reconquérir la qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques**

Page 9

Article 1 : Rejets en milieu superficiel et compatibilité avec l'objectif de qualité 1

Article 2 : Assurer la Continuité écologique pour les milieux et les espèces

Article 3 : Préserver les habitats piscicoles

Article 4 : Appliquer une gestion des cours d'eau compatible avec la préservation des milieux aquatiques

Article 5 : Préserver les zones humides et leurs fonctionnalités

## **Titre 3 : Gérer les eaux pluviales en complément des actions de prévention du ruissellement à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains**

Page 15

# Préambule

## Le contenu du règlement

La loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques précise que le SAGE comporte un règlement (Art. L 212-5-1 du Code de l'Environnement) qui peut :

- « 1 – Définir des priorités d'usage de la ressource en eau ainsi que la répartition de volumes globaux de prélèvement par usage ;*
- « 2 – Définir les mesures nécessaires à la restauration et à la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, en fonction des différentes utilisations de l'eau » ;*
- « 3 - Indiquer, parmi les ouvrages hydrauliques fonctionnant au fil de l'eau figurant à l'inventaire prévu dans le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ceux qui sont soumis, sauf raisons d'intérêt général, à une obligation d'ouverture régulière de leurs vannages afin d'améliorer le transport naturel des sédiments et d'assurer la continuité écologique. »*

Le Décret n° 2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux vient compléter et modifier le code de l'environnement. L'article R. 212-47 précise que le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux peut :

*Le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux peut :*

*1<sup>o</sup> Prévoir, à partir du volume disponible des masses d'eau superficielle ou souterraine situées dans une unité hydrographique ou hydrogéologique cohérente, la répartition en pourcentage de ce volume entre les différentes catégories d'utilisateurs.*

*2<sup>o</sup> Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :*

*a) Aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins concerné ;*

*b) Aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés à l'article L. 214-1 ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement visées aux articles L. 512-1 et L. 512-8 ;*

*c) Aux exploitations agricoles procédant à des épandages d'effluents liquides ou solides dans le cadre prévu par les articles R. 211-50 à R. 211-52.*

*3<sup>o</sup> Edicter les règles nécessaires :*

*a) A la restauration et à la préservation qualitative et quantitative de la ressource en eau dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable d'une importance particulière prévues par le 5<sup>o</sup> du II de l'article L. 211-3 ;*

*b) A la restauration et à la préservation des milieux aquatiques dans les zones d'érosion prévues par l'article L. 114-1 du code rural et par le 5<sup>o</sup> du II de l'article L. 211-3 du code de l'environnement ;*

*c) Au maintien et à la restauration des zones humides d'intérêt environnemental particulier prévues par le 4<sup>o</sup> du II de l'article L. 211-3 et des zones stratégiques pour la gestion de l'eau prévues par le 3<sup>o</sup> du I de l'article L. 212-5-1.*

*4<sup>o</sup> Afin d'améliorer le transport naturel des sédiments et d'assurer la continuité écologique, fixer des obligations d'ouverture périodique de certains ouvrages hydrauliques fonctionnant au fil de l'eau figurant à l'inventaire prévu au 2<sup>o</sup> du I de l'article L. 212-5-1.*

*Le règlement est assorti des documents cartographiques nécessaires à l'application des règles qu'il édicte.*

**Article L 212-5-2** (*inséré par Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 art. 77 II Journal Officiel du 31 décembre 2006*)

**« Lorsque le schéma a été approuvé et publié, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article L. 214-2.**

**Les décisions applicables dans le périmètre défini par le schéma et prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau dans les conditions et les délais qu'il précise. »**

### **Le présent document constitue le règlement du SAGE de la Canche.**

Il regroupe les prescriptions d'ordre purement réglementaire qui seront opposables à toute personne publique ou privée, pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article L.214-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire soumis à procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la police de l'eau.

Le règlement est décliné en 3 titres et 5 articles.

Pour mémoire, les décisions applicables dans le périmètre du SAGE de la canche prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives, doivent être compatibles avec le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) constituant le second document du SAGE de la Canche.

## **Les engagements de la Commission Locale de l'Eau pour la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques**

Le règlement au travers de ses différents articles, vise à atteindre les objectifs du SAGE détaillés par le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

**Ce document adopté par la Commission Locale de l'Eau le 22 novembre 2007 s'organise autour de 5 orientations stratégiques :**

- **Mettre en œuvre le SAGE de la Canche en mobilisant l'ensemble des partenaires ;**
- **Sauvegarder et protéger la ressource en eau souterraine ;**
- **Reconquérir la qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques ;**
- **Maîtriser et prévenir les risques à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains ;**
- **Protéger et mettre en valeur l'estuaire et la zone littorale.**

Ces orientations doivent concourir à l'atteinte du bon état écologique des eaux à l'horizon 2015.

# **Titre 1 : Protéger la ressource en eau potable dans le cadre des périmètres de protection des captages**

## **Rappel des objectifs du PAGD :**

### **Améliorer la qualité des eaux souterraines :**

- pour préserver la qualité globale de la ressource, essentielle pour l'approvisionnement en eau des populations
- pour influencer sur le scénario tendanciel actuel prévoyant un risque certain de non-atteinte du bon état écologique des 2 masses d'eau souterraines du bassin versant

**Au-delà des dispositions réglementaires comme l'instauration des périmètres de protection des captages qui ne seront pas suffisantes pour protéger durablement la ressource en eau souterraine, initier et mettre en oeuvre des plans d'actions pluriannuels de lutte contre les pollutions diffuses et ponctuelles d'abord sur les zones d'alimentation en eau potable en concertation avec les collectivités et l'ensemble des acteurs et utilisateurs agricoles et non agricoles de produits phytosanitaires et de fertilisants puis ensuite sur l'ensemble du bassin.**

**Identifier les éventuelles autres sources polluantes (hydrocarbures, dérivés, métaux lourds,...) diffuses ou ponctuelles et limiter leur impact sur la qualité des eaux.**

## **Selon l'article R 212-47, le règlement peut :**

**2° Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :**

**a) Aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins concerné ;**

**b) Aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés à l'article L. 214-1 ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement visées aux articles L. 512-1 et L. 512-8 ;**

**En conséquence, sont proposés les articles suivants permettant notamment d'assurer une protection renforcée des ressources en eau souterraine dans le cadre des périmètres de protection.**

**R 1**

Les nouveaux rejets issus des installations, ouvrages, travaux ou activités, visés à l'article L 214-1 CE, ou des installations classées pour la protection de l'environnement, visées aux articles L 512-1 du Code de l'Environnement et L 512-8 du Code de l'Environnement à l'exclusion des épandages agricoles, ne peuvent être déversés au sein d'un périmètre de protection rapproché d'un captage pour l'alimentation en eau potable que s'ils sont déclarés d'utilité publique et après avoir vérifié leur innocuité sur le milieu récepteur.

**R 2**

Dans tous les périmètres de protection, y compris éloignés, des captages pour l'alimentation en eau potable, les nouveaux dossiers de déclaration ou d'autorisation des installations, ouvrages, travaux ou activités, visés à l'article L 214-1 du Code de l'Environnement, ou des installations classées pour la protection de l'environnement, visées aux articles L 512-1 du Code de l'Environnement et L 512-8 du Code de l'Environnement, comprennent un document d'incidence approfondi analysant tous les risques de pollution générés en relation avec les paramètres hydrogéologiques naturels (horizons géologiques, fonctionnement des nappes ...) et induits par le captage (cône de rabattement, effets sur l'hydrogéologie locale ...) et en déduit les mesures de réalisation, de conception, d'entretien et de surveillance permettant d'assurer la protection des eaux souterraines .

**R 3**

Dans tous les périmètres de protection, y compris éloignés, des captages pour l'alimentation en eau potable, les nouveaux dossiers de déclaration ou d'autorisation des installations, ouvrages, travaux ou activités, visés à l'article L 214-1 du Code de l'Environnement, ou des installations classées pour la protection de l'environnement, visées aux articles L 512-1 du Code de l'Environnement et L 512-8 du Code de l'Environnement, font systématiquement l'objet de l'avis d'expert d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique ou du BRGM et démontrent la bonne application des préconisations demandées dans cette expertise.



## **Titre 2 : Reconquérir la qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques**

### **Rappel des objectifs du PAGD :**

**Accélérer les efforts pour le respect des obligations réglementaires relatives à l'assainissement collectif et non-collectif ; mettre en place un accompagnement des collectivités compétentes**

**Préserver et restaurer l'écosystème rivière dans tous ses aspects et ses fonctionnalités ainsi que les habitats naturels associés**

**Valoriser et préserver les milieux aquatiques et humides (lit mineur et lit majeur)**

**Assurer, d'une part, la libre circulation de tous les poissons sur l'ensemble du réseau hydrographique et préserver le réseau de cours d'eau de tout aménagement contrariant cette circulation**

**Maintenir, protéger et reconquérir, les zones humides du bassin versant de la Canche dans le cadre d'une gestion participative et concertée**

**Selon l'article R 212-47, le règlement peut :**

**2° Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :**

a) Aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins concerné ;

b) Aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés à l'article L. 214-1 ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement visées aux articles L. 512-1 et L. 512-8 ;

**En conséquence, sont proposés les articles suivants permettant de :**

- maîtriser la qualité des rejets avec l'objectif de qualité 1 pour les eaux superficielles
- de stopper ou au moins limiter la dégradation des milieux aquatiques. Les règles suivantes sont un moyen complémentaire pour prévenir et mieux maîtriser les risques de disparition ou d'altération de ces milieux.

## **Article 1 : Rejets en milieu superficiel et compatibilité avec l'objectif de qualité 1**

**R 4**

Les dossiers de demande d'autorisation ou de déclaration de nouveaux rejets issus des installations, ouvrages, travaux ou activités, visés à l'article L 214-1 du Code de l'Environnement, ou des installations classées pour la protection de l'environnement, visées aux articles L 512-1 du Code de l'Environnement et L 512-8 du Code de l'Environnement, comportent une évaluation de la compatibilité avec l'objectif de qualité 1 fixé à la Canche et à ses affluents sur la base d'un calcul de dilution calé sur le débit d'étiage quinquennal (QMNA5 : débit moyen mensuel sec de récurrence 5 ans). Une réflexion devra être menée par la CLE afin de veiller à répartir la charge polluante de manière à éviter les cumuls des rejets aboutissant au global, à une incompatibilité avec les objectifs de qualité.

**R 5**

Dans un délai de 10 ans, les rejets existants à la date d'approbation du SAGE devront être rendus compatibles avec l'objectif de qualité 1 fixé à la Canche et à ses affluents ou devront, au moins, justifier et mettre en œuvre la meilleure technique disponible d'assainissement à un coût économiquement supportable.

## **Article 2 : Assurer la Continuité écologique pour les milieux et les espèces**

### **Rappel des mesures du PAGD :**

**Garantir la pérennité et la fonctionnalité des aménagements réalisés pour assurer la libre circulation et vérifier que cette obligation est bien reportée dans les actes de vente et de succession**

**Privilégier l'ouverture des vannes pour les ouvrages hydrauliques n'ayant plus d'intérêt économique ou fonctionnel ainsi que l'équipement des seuils résiduels infranchissables**

**Préserver les affluents non-classés de tout aménagement contrariant la circulation et la continuité écologique**

**R 6**

Pour la Canche et ses affluents, afin d'assurer la libre circulation des espèces, notamment les espèces piscicoles migratrices, le bon fonctionnement du milieu aquatique et la dynamique du transport naturel des sédiments, les nouvelles installations et les nouveaux ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur, visés à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement, ne doivent pas constituer un obstacle aux continuités écologiques et sédimentaires, sauf s'ils sont déclarés d'utilité publique.

## **Article 3 : Préserver les habitats piscicoles**

**R 7**

L'amélioration de la qualité des habitats piscicoles et des habitats associés est une des conditions principales à la reproduction et la vie des espèces notamment pour les espèces migratrices amphihalines (saumon atlantique, truite de mer, lamproie fluviatile, lamproie marine et anguille européenne) qui fréquentent la Canche et ses affluents. En conséquence, les nouvelles installations, les nouveaux ouvrages, travaux ou les nouvelles activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, visés à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement, doivent limiter au maximum les impacts pour les habitats piscicoles. Ces projets ne seront mis en œuvre que si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- si la méthode utilisée est clairement justifiée avec une évaluation précise des impacts et en l'absence d'une alternative permettant d'atteindre le même résultat à un coût économiquement acceptable
- si la compensation de la disparition ou de l'altération est possible : celle-ci devra être équivalente sur le plan fonctionnel et écologique, à hauteur de 5 fois la surface concernée par le projet, et sur le périmètre du bassin versant de la Canche.

## **Article 4 : Appliquer une gestion des cours d'eau compatible avec la préservation des milieux aquatiques**

### **Rappel des mesures du PAGD :**

**En cas d'aménagement ou d'intervention risquant de donner lieu à une artificialisation partielle ou totale des éléments constitutifs de l'écosystème rivière, justifier techniquement les procédés en s'appuyant sur les dispositifs les plus pertinents et systématiquement appliquer les mesures compensatoires à hauteur de l'impact sur le milieu naturel**

**Favoriser l'absence d'intervention et préserver la dynamique fluviale naturelle en particulier dans les secteurs sans risques sur les biens construits et les personnes (inscrire un « fuseau de mobilité » pour les cours d'eau dans les secteurs sans risques)**

**R 8**

L'entretien régulier des cours d'eau est une obligation pour les riverains. Il doit permettre de maintenir ou d'améliorer l'écoulement naturel des eaux. Il ne peut être préjudiciable aux milieux aquatiques qui concourent au bon état global des eaux. L'entretien doit être strictement limité aux opérations visées par l'article L 215-14 du Code de l'Environnement. Pour les opérations de curage soumises à autorisation ou déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6, le curage ne pourra intervenir qu'après étude des causes de l'envasement et des alternatives possibles.

**R 9**

Afin de préserver ou d'améliorer la dynamique naturelle des cours d'eau, la Commission Locale de l'Eau préconise de limiter les interventions notamment pour les secteurs sans risques pour les personnes et les biens. Toutefois, si une intervention est avérée nécessaire, les nouveaux ouvrages, travaux ou les nouvelles activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau et principalement sur les berges, visés à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement, doivent privilégier l'emploi de méthodes douces et notamment par des techniques végétales vivantes. Dans cette optique, les autres techniques ne peuvent être mises en œuvre que si l'inefficacité des techniques douces aura été clairement démontrée.

**R 10**

Afin de préserver ou d'améliorer la dynamique naturelle des cours d'eau, la Commission Locale de l'Eau préconise de limiter les interventions notamment pour les secteurs sans risques pour les personnes et les biens. Pour le cas où une intervention s'avèrerait nécessaire, les nouveaux ouvrages, travaux ou les nouvelles activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, visés à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement concernant les opérations de modification du profil en long et en travers (recalibrage, de rectification, de busage, de dérivation et de détournement de cours d'eau) ne peuvent être mis en œuvre que :

- si la méthode utilisée est clairement justifiée et en l'absence d'une alternative permettant d'atteindre le même résultat à un coût économiquement acceptable, pour ces cas, le projet devra obligatoirement être compensé dans un objectif d'amélioration de la dynamique naturelle du cours d'eau à hauteur de 5 fois la surface concernée et sur le périmètre du bassin versant de la Canche;
- pour la pose de busage de franchissement, si assurance de la compatibilité avec la circulation de l'eau et des poissons;
- si l'intervention concerne une opération de reméandrage ou de renaturation de cours d'eau dont l'intérêt général et environnemental sont démontrés.

## Article 5 : Préserver les zones humides et leurs fonctionnalités

### **Rappel des mesures du PAGD :**

**Préserver, dans le cadre des documents d'urbanisme et des décisions administratives, les zones humides existantes sur la base d'un premier engagement par l'inventaire du SAGE annexé et sur la base des inventaires ultérieurs réalisés par le SAGE et les collectivités ; n'autoriser que les actions liées à la restauration écologique, la gestion et l'entretien**

**Dans le cadre du document de l'état initial pour l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme, respecter l'objectif institué par le SAGE d'inventorier les zones humides et les zones naturelles d'expansion des crues en s'appuyant et/ou complétant l'inventaire initial réalisé dans le cadre de l'élaboration du SAGE**

**Préserver le caractère naturel des sites par des techniques ou procédés de gestion compatibles avec le maintien et la conservation des zones humides et favorisant l'expression des potentialités naturelles**

**Intégrer de façon systématique, la préservation des zones humides et le maintien de leurs fonctionnalités, dans le cadre des programmes de gestion, des procédures foncières ou d'aménagement financés par des crédits publics**

**R 11**

Compte-tenu des objectifs, institués par le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la Ressource en eau du SAGE, pour la préservation des zones humides, alluviales et littorales, les nouvelles installations, nouveaux ouvrages, travaux ou nouvelles activités, visés à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement, doivent limiter au maximum la dégradation ou la disparition des zones humides. Ces projets ne seront mis en œuvre que si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- si la méthode utilisée est clairement justifiée avec un diagnostic écologique et fonctionnel précis ainsi qu'une évaluation détaillée des impacts et en l'absence d'une alternative permettant d'atteindre le même résultat à un coût économiquement acceptable
- si le projet ne concerne pas les zones protégées (Natura 2000, réserve naturelle, arrêté de biotope, site classé, site inscrit,...) ou les terrains limitrophes de ces zones ou n'entraîne pas de destruction ou de disparition d'une espèce protégée ou de son habitat ;
- si la compensation de la disparition ou de l'altération est possible : celle-ci devra être équivalente sur le plan fonctionnel et écologique, à hauteur de 5 fois la surface concernée par le projet, et sur le périmètre du bassin versant de la Canche.

## **Titre 3 : Gérer les eaux pluviales en complément des actions de prévention du ruissellement à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains**

### **Rappel des objectifs du PAGD :**

**Infiltrer ou retenir l'eau le plus en amont possible sur le bassin versant « là où l'eau tombe » par une gestion à la parcelle**

**Privilégier une rétention temporaire permanente permettant de répartir dans le temps et dans l'espace les volumes d'eau ruisselés et concentrés**

**Privilégier une maîtrise pérenne des problèmes de ruissellements et d'érosion des sols par un changement durable de pratiques des acteurs du bassin versant d'étude (agriculteurs, gestionnaires d'espaces, collectivités, particuliers,...)**

**Limitier les zones imperméabilisées notamment dans l'objectif de ne pas aggraver le débit à l'aval des éventuels aménagements réalisés**

**Favoriser l'utilisation des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales à toute échelle d'intervention (construction, parcelle, zone d'activités, lotissements, quartier,...) et justifier les cas où leur utilisation ne pourrait être retenue**

**Selon l'article R 212-47, le règlement peut :**

**2° Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :**

**a) Aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins concerné ;**

**b) Aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés à l'article L. 214-1 ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement visées aux articles L. 512-1 et L. 512-8 ;**

**En conséquence, est proposé l'article suivant permettant de limiter les volumes d'eau issues des nouvelles surfaces imperméabilisées par un meilleur dimensionnement des ouvrages et l'utilisation des techniques alternatives. Ces règles participeront à la préservation de la qualité des eaux et des milieux aquatiques.**

**R 12**

Les nouveaux dossiers de demande d'autorisation ou de déclaration relatifs aux installations, ouvrages, travaux ou activités, visés à l'article L 214-1 du Code de l'Environnement, ou aux installations classées pour la protection de l'environnement, visées aux articles L 512-1 du Code de l'Environnement et L 512-8 du Code de l'Environnement , dimensionnent les dispositifs de gestion des eaux pluviales pour une pluie de temps de retour 20 ans, mettent en œuvre des techniques permettant de réduire les surfaces imperméabilisées et prévoient des mesures compensatoires. En cas d'infiltration, les dossiers démontrent la compatibilité avec les enjeux de protection qualitative des eaux souterraines et avec la capacité d'infiltration des terrains.

Cette règle concerne également les aménagements complémentaires et extensions.